



**NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

Distr: GENERAL

**ECA/DISD/CODI.1/32
18 Mai 1999**

**FRANCAIS
Original : ANGLAIS**

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Première réunion du Comité de l'information
pour le développement (CODI)

28 juin-2 juillet 1999
Addis-Abeba, Ethiopie

**RAPPORT DE LA
HUITIEME REUNION DU COMITE DE COORDINATION
POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA STATISTIQUE EN AFRIQUE (CASD)
18-20 MAI 1998
Addis-Abeba (Ethiopie)**



**NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

Distr.: LIMITEE

**ECA/DISD/CASD.8/98/10
Août 1998**

**Original: FRANÇAIS
ANGLAIS**

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

**Huitième réunion du Comité de coordination pour
le développement de la statistique en Afrique (CASD)**

**18 - 20 mai 1998
Addis-Abeba, Ethiopie**

RAPPORT

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
A. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX	1-5
B. ORDRE DU JOUR	6-7
C. COMPTE RENDU DES TRAVAUX	8-129
1. Déclaration d'ouverture	8-13
2. Observation d'une minute de silence	14
3. Election du nouveau président	15
4. Rapport du secrétariat au CASD	16-34
5. Rapports des coordonnateurs sur les actions/activités de leurs équipes spéciales	35-69
5.1 Rapport sur l'équipe spéciale 1:Connectivité pour les statistiques	35-44
5.2 Rapport sur l'équipe spéciale 2: Suivi de la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis Ababa	45-51
5.3 Rapport sur l'équipe spéciale 3: Renforcement des centres participant au Programme de la formation statistique pour l'Afrique (PFSA)	52-61
5.4 Rapport sur les équipes spéciales 4 et 5: Micro-Unité de service de données et bibliothèque aux niveaux national et régional, notamment pour le suivi de la pauvreté et des questions relatives au genre – projet pilote ; et base de données interactive nationale – projet pilote	62-67
5.5 Conclusion des rapports des équipes spéciales	68-69
6. L'avenir du CASD et son programme de travail	70-86
6.1 Proposition du secrétariat du CASD concernant la composition du CASD	80-86

6.1.1 Proposition du secrétariat du CASD relative à la rotation des membres.....	81-83
6.1.2 Proposition de la CEA concernant le statut d'observateur auprès du CASD.....	84-86
7. Préparatifs de la première réunion du Comité sur l'information pour le développement	87-88
8. Questions diverses.....	89-95
9. Date et lieu de la prochaine réunion.....	96-97
10. Adoption du rapport de la réunion.....	98
11. Ateliers et exposés.....	99-127
11.1 Atelier sur les bases et les banques de données.....	99-112
11.2 Présentation sur les « Pratiques les plus performantes concernant l'élaboration de plans de développement de la statistique ».....	113-117
11.3 Présentation sur les progrès réalisés par rapport aux objectifs du développement international.....	118-120
11.4 Atelier sur l'utilisation d'Internet pour combler le déficit en matière d'information.....	121-127
12. Clôture de la réunion.....	128-129
Annexe I Membres du CASD, 1998-2000	
Annexe II Listes des participants	

A. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX

1. La huitième réunion du Comité de coordination pour le développement de la statistique en Afrique (CASD) s'est tenue au siège de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) du 18 au 20 mai 1998. La réunion a été organisée de manière à inclure deux ateliers de courte durée et deux exposés en plus de l'ordre du jour proprement dit de la Conférence.
2. Les membres suivants du CASD ont assisté à la réunion :
 - Les Etats membres africains : Afrique du Sud, Burkina Faso, Ethiopie, Nigéria, et Ouganda;
 - Les centres régionaux de formation statistique participant au Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA) : Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) et Institute of Statistics and Applied Economics (ISAE), Université de Makerere.
 - Les organismes et donateurs bilatéraux et multilatéraux africains et non africains : Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT), International Programs Center, Bureau of the Census des Etats-Unis, Département pour le développement international (DFID) du Royaume-Uni, Office de statistique des commissions européennes (EUROSTAT), Banque mondiale, Division de la statistique de l'ONU.
3. Djibouti, Etat membre de la CEA a assisté à la réunion en qualité de membre associé d'une équipe spéciale.
4. Les organismes suivants ont participé en qualité de membres associés d'une équipe spéciale : Banque africaine de développement (BAD), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Fonds monétaire international (FMI), Organisation de l'unité africaine (OUA) et Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) y compris les équipes d'appui par pays du FNUAP basées à Addis-Abeba.
5. La CEA, y compris le secrétariat du CASD a également participé à la réunion.

B. ORDRE DU JOUR

6. La réunion a adopté l'ordre du jour suivant :
 1. Allocution d'ouverture
 2. Election du Président
 3. Adoption de l'ordre du jour et d'autres questions organisationnelles
 4. Rapport du secrétariat au CASD
 5. Rapports des coordonnateurs sur les actions/activités de leurs équipes spéciales sur :
 - (a) connectivité pour les statistiques ;
 - (b) suivi de la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba ;
 - (c) renforcement des centres participant au Programme de formation

- statistique pour l'Afrique (PFSA)
 - (d) micro-unités de service de données et bibliothèque aux niveaux national et régional, notamment pour le suivi de la pauvreté et des questions relatives au genre – projet pilote ;
 - (e) base de données interactive nationale – projet pilote
6. L'avenir du CASD et son programme de travail
 7. Préparatifs de la première réunion du Comité de l'information pour le développement
 8. Questions diverses
 9. Date et lieu de la prochaine réunion
 10. Adoption du rapport de la réunion
 11. Clôture de la réunion
7. Les ateliers et exposés suivants étaient inscrits à l'ordre du jour de la réunion :
- a) Atelier sur les bases de données et les banques de données;
 - b) Exposé sur « les pratiques les plus performantes en matière d'élaboration de plans pour le développement de la statistique ;
 - c) Exposé sur « Mesure des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs en matière de développement international »;
 - d) Atelier sur l'utilisation du réseau Internet pour combler le déficit en matière d'information ;

C. COMPTE RENDU DES TRAVAUX

1. Déclaration d'ouverture (point 1 de l'ordre du jour)

8. Mme P. Makinwa Adebuseye, Chef de la Division de la sécurité alimentaire et du développement durable a donné lecture de l'allocution du Secrétaire exécutif de la CEA, M. K.Y. Amoako.

9. M. Amoako a indiqué que la CEA et ses Etats membres venaient juste de célébrer le quarantième anniversaire de la création de l'organisation. Cette commémoration avait été marquée par la tenue d'une conférence internationale intitulée « les femmes africaines et le développement économique : Investir dans l'avenir » et par l'inauguration du Centre de conférence des Nations Unies d'Addis-Abeba par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Koffi Annan.

10. M. Amoako a rappelé au Comité que dans son programme de renouvellement, la CEA reconnaît que les questions relatives à l'égalité entre les sexes étaient interdépendantes et en a fait une priorité dans ses activités. Il a indiqué que la Conférence sur les femmes africaines et le développement a invité le CASD à entreprendre une étude sur les moyens de prendre en compte les considérations d'égalité entre les sexes dans toutes les données produites par les pays africains et les organisations régionales et à mettre en place une équipe spéciale sur la prise en compte des activités entreprises par les femmes dans la comptabilité nationale et autres données.

11. Le Secrétaire exécutif a par ailleurs noté qu'outre l'examen des questions de fonctionnement

et des rapports intérimaires, notamment ceux de l'équipe spéciale, le Comité consacrerait pour la première fois davantage de temps à un débat de fond sur certaines questions stratégiques, notamment l'acquisition de connaissances à travers des ateliers et des exposés sur des questions d'actualité, inscrites à l'ordre du jour de la réunion. Il a tenu à remercier à cet égard les partenaires qui ont apporté leurs concours pour l'organisation de la réunion, à savoir l'United Kingdom Department for International Development (Département du développement international du Royaume Uni) et la Banque mondiale.

12. En ce qui concerne la mobilisation des ressources pour les activités dans le domaine de la statistique, M. Amoako a remercié le Gouvernement coréen d'avoir fourni en temps voulu une assistance financière qui a permis de mener à bien certaines activités de l'équipe spéciale du CASD et d'autres activités de développement de la statistique sous la direction de la CEA. Il a déclaré que les efforts visant à mobiliser des ressources extrabudgétaires supplémentaires se poursuivaient à travers des discussions avec des partenaires bilatéraux et multilatéraux. Dans le cadre des efforts déployés par la CEA pour mettre en place des partenariats pour l'avenir de l'Afrique, au titre des réformes de la Commission, un descriptif de projet avait été élaboré à l'intention des bailleurs de fonds pour leur permettre d'examiner les moyens pour la CEA d'établir des partenariats pour le développement de la statistique africaine.

13. Enfin, le Secrétaire exécutif a assuré le Comité qu'il s'engageait personnellement à faciliter les travaux du CASD et ceux des partenaires pour le développement de la statistique en Afrique et a exprimé l'espoir que les problèmes continueraient à être pris en charge collectivement et que la collaboration serait renforcée dans de nombreux domaines de la statistique. M. Amoako a exprimé sa profonde gratitude à la Banque mondiale pour avoir contribué à financer la participation des membres du CASD et des membres associés de certaines équipes spéciales.

2. Observation d'une minute de silence

14. Le président M. Lamine Diop a proposé d'observer une minute de silence à la mémoire des personnes qui venaient de disparaître après avoir contribué pendant de longues années au développement de la statistique en Afrique, savoir M. William Booker, ancien Chef de la Division de la statistique à la CEA, M. Chris Scott, consultant qui a travaillé dans de nombreux pays africains et M. Keverlay Pandit, ancien fonctionnaire de la Division de la Statistique de la CEA. Paix à leur âme.

3. Election du nouveau président

15. M. Mwanga-Zaké, Directeur du Département de statistique, Ouganda, a été élu Président de la réunion.

4. Rapport du secrétariat du CASD (Point 4 de l'ordre du jour)

16. Pour débattre de ce point de l'ordre du jour, le Comité était saisi des documents ECA/DISD/CASD.8/98/2: Rapport du secrétariat au CASD; ECA/DISD/CASD.8/98/2/Add.1: Progrès réalisés en matière de comptabilité nationale, rapport du Département du développement international; ECA/DISD/CASD.8/98/2/Add.2: Quelques principes directeurs pour établir une bonne coopération technique dans le domaine de la statistique, rapport du Département du développement international (Royaume-Uni) ainsi qu'un rapport de la Division de statistique des

Nations Unies relatif à la réunion de Prague sur les Principes officiels dans le domaine de la statistique: Code de bonne conduite.

17. Lors de la présentation du document ECA/DISD/CASD.8/98/2, un représentant du secrétariat du CASD a passé en revue les activités du Comité dont notamment la diffusion de l'information sur les équipes spéciales, l'élaboration de plans et de programmes de travail, une brève présentation de l'étude sur l'admission au CASD comme membre observateur; la préparation du premier bulletin du CASD et la participation aux réunions du Conseil scientifique d'AFRISTAT. Les rapports intérimaires sur certaines activités non couvertes par les équipes spéciales ont également été examinés.

18. Dans une intervention complémentaire, le représentant du Département du développement international (Royaume-Uni) a mentionné les problèmes qui se posaient aux pays africains au regard des études menées sur le secteur non structuré, notamment dans le cadre des modifications apportées à la structure des économies africaines. Il a également fait état des activités d'aide menées par son organisation au Ghana, en Zambie et au Zimbabwe, en particulier l'utilisation du logiciel ERETES et l'appui accordé en matière de réaménagement de la comptabilité nationale.

19. Le représentant de la Division de statistique de l'ONU a mentionné les efforts déployés lors de différentes réunions dans le but d'élaborer une méthode permettant d'améliorer la coordination dans le domaine de la coopération technique. Les rapports de ces réunions font actuellement l'objet d'une large diffusion dans de nombreux organismes et pays, y compris les pays membres du CASD dans le but de recueillir des avis pour la révision du document.

20. Le Comité a apporté plusieurs contributions au rapport du secrétariat.

21. Le représentant d'EUROSTAT a donné des informations complémentaires sur le logiciel ERETES qui, a-t-il précisé, était compatible avec le SCN de 1993. Le logiciel serait installé à l'UEMOA. Il a en outre informé les participants qu'AFRISTAT s'occupait d'installer le logiciel dans différents pays. L'expérience s'étant avérée positive, il a été décidé de traduire ce logiciel du français à l'anglais. Il était, à cet égard, prévu de tenir une réunion d'évaluation de logiciels, y compris ERETES. Le rapport d'évaluation serait ensuite présenté à une équipe spéciale sur la comptabilité nationale.

22. S'agissant de l'admission comme membre observateur du CASD, le représentant de la BAD a souligné que son organisation avait favorablement répondu à l'invitation de la CEA. Concernant la participation aux travaux des équipes spéciales, il a précisé que son organisation accueillerait favorablement toutes propositions et participerait aux travaux de ces équipes. A la question relative à une participation accrue de la BAD au développement de la statistique en Afrique, il a souligné que la Banque avait accordé des dons à certains pays africains pour développer leurs capacités dans ce domaine. Les pays étaient encouragés à solliciter des dons par le biais de leurs ministères des finances. Certains participants ont dit ne pas avoir été informés de cette possibilité et ont invité la BAD à diffuser cette information à l'ensemble des bureaux nationaux de statistique des pays africains.

23. Le représentant du Nigéria s'est félicité des efforts déployés par DSID pour la préparation du document sur le projet statistique. Il a demandé de diffuser ce document à l'ensemble des membres du CASD. Il a mentionné que la liste des domaines statistiques nécessitant un appui ne comportait

pas le Programme de mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages. Il a souligné l'importance de ces programmes pour le développement statistique en Afrique et que le projet devait être approfondi. Il a souligné aussi la nécessité d'assurer la couverture des projets régionaux et qu'une stratégie de coordination devait être élaborée au niveau national.

24. S'agissant des équipes spéciales, plusieurs membres ont estimé qu'il était nécessaire d'élaborer une stratégie de communications de façon à permettre aux membres associés de prendre part à leurs activités. Les moyens de communication tels que le téléphone, le fax, le courrier électronique et les rencontres n'étaient pas exploités comme il se devait.

25. Le Comité a demandé à la DSID de mobiliser les pays pour qu'ils produisent les Séries de données sociales nationales minimales (MNSDS). Les données étaient d'ailleurs disponibles dans nombre de pays africains, ce qui ne devrait pas poser beaucoup de problèmes pour l'obtention de ces indicateurs. L'IPC a averti des difficultés que posait le calcul de la mortalité maternelle. Il n'était donc pas aisé d'obtenir auprès de nombreux pays africains cet indicateur spécifique.

26. Au sujet du bulletin du CASD, certains participants ont déploré de ne pas l'avoir reçu plus tôt. Le secrétariat du CASD a été exhorté à agir pour que les membres contribuent à l'élaboration de ce bulletin. Le secrétariat du CASD a également été invité à fixer la fréquence et les délais de réception des articles. Le représentant de IPC, US Bureau of the Census a déclaré que son organisation apporterait sa contribution au Bulletin du CASD sous forme d'un article méthodologique sur la mortalité maternelle.

27. En ce qui concerne la participation de tous les pays africains aux séminaires et ateliers, il a été précisé que l'un des problèmes qui se posaient concernait l'insuffisance du financement. On s'est également accordé à reconnaître que si des efforts étaient déployés dans le but d'aider l'ensemble des régions du continent, il y avait, par contre, une tendance à ne choisir que certains pays. Les partenaires dans le développement ont en conséquence été invités à s'efforcer d'équilibrer l'aide qu'ils prodiguaient aux pays.

28. La Division de la statistique de l'ONU a été félicitée pour les efforts consentis en vue de créer sur le réseau Internet un système d'information sur l'assistance technique, qui aiderait de nombreux organismes agissant dans le domaine de la coopération technique. A cet égard, il a été décidé qu'une fois le système mis en place, chaque organisme serait responsable de la diffusion de ses propres informations sur Internet. La Division espérait que le système serait opérationnel à la fin de l'année 1998.

29. Le représentant d'AFRISTAT a donné un bref aperçu sur la création de son organisation dont la mission principale était de développer et d'harmoniser les statistiques parmi les Etats membres. Il a été en outre fait mention de la contribution d'AFRISTAT au bulletin du CASD qui, malheureusement, n'avait pas été reçu par la CEA, raison pour laquelle elle ne figurait pas dans le bulletin. Cette contribution apportait des informations sur AFRISTAT qui auraient été d'une grande utilité pour les participants à la réunion. Quant à la diffusion des rapports des réunions d'AFRISTAT, elle était du ressort d'AFRISTAT et non de la CEA.

30. Il a été proposé, pour obtenir des informations à intégrer dans le bulletin du CASD, que la CEA participe aux différentes réunions sur la statistique qui se tiennent en Afrique. Cela permettrait également de mieux coordonner les activités de développement de la statistique en Afrique.

31. La question de la nécessité de revoir la stratégie pour la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90 en vue d'une participation concrète aux activités du CASD a également été évoquée. Pour amener les pays à participer davantage, il a été proposé de lier les activités des équipes spéciales aux activités menées à l'échelle régionale dans le domaine de la statistique.

32. Il a été indiqué que les archives des données sur les ménages ne constituaient qu'un volet des enquêtes sur les ménages. La Division a été invitée à élaborer un programme statistique régional minimum qui serait mis en oeuvre au niveau des pays. Un tel programme couvrirait des indicateurs spécifiques tels que l'indice des prix à la consommation, etc. La CEA a été invitée à prendre l'initiative dans ce domaine en Afrique.

33. Le représentant de l'Ouganda a proposé que le East African Cooperation Secretariat soit invité à devenir observateur auprès du CASD.

34. En ce qui concerne la mobilisation des ressources, certains organismes ont estimé que la Division devrait leur dire les éléments qu'il fallait financer afin de leur permettre d'étudier les domaines qu'ils pourraient financer.

5. Rapports des coordonnateurs sur les actions/activités de leurs équipes spéciales

5.1 Rapport sur l'équipe spéciale 1: Connectivité pour les statistiques (point 5(a) de l'ordre du jour)

35. Le coordonnateur de l'équipe spéciale 1 a présenté le document portant la cote ECA/DISD/CASD.8/98/3. Rapport sur l'équipe spéciale 1 : Connectivité pour les statistiques. Il a rappelé la tâche de l'équipe qui consistait à améliorer la coordination et la communication pour faciliter les échanges entre les membres du Comité, dans un premier temps, et ensuite entre les bureaux nationaux de statistiques.

36. Le programme de travail de l'équipe spéciale 1 a été résumé brièvement.

37. En ce qui concerne la première phase, les réponses au questionnaire d'enquête, envoyé par la CEA afin d'identifier les connexions e-mail et/ou Internet existantes ainsi que les contraintes à l'établissement de telles liaisons, ont été dépouillées. Parmi les 19 membres interrogés, 18 ont répondu aux questionnaires. Seuls 4 pays, parmi ces derniers, ont déclaré ne pas disposer d'adresse de courrier électronique et/ou d'accès au réseau Internet. L'analyse des résultats ainsi que l'annuaire des adresses électroniques disponibles sont présentés dans le document ECA/DISD/CASD.8/98/3/Add.1 « Enquête sur la connectivité électronique des membres du CASD » soumis à la présente session.

38. La première version du document-cadre devant servir de guide pratique pour l'établissement des liaisons électroniques est également soumise à l'examen de la présente session du Comité sous la cote ECA/DISD/CASD.8/98/3/Add.2. « Cadre pour réaliser la connectivité pour les instituts de statistique des pays africains ». Ce texte comporte un rappel historique de la naissance du réseau Internet, sa percée en Afrique, vu le nombre de pays connectés, qui de 4 est passé à 43 à la fin de

1997 et devrait être de 49 d'ici la fin de 1998.

39. Le document pratique donne également la liste des principaux éléments à prendre en compte dans l'établissement des branchements Internet.

40. Le Comité a été informé de la création de la page web du CASD sur laquelle sont disponibles ses termes de référence, les rapports de la septième session et son bulletin d'information.

41. Enfin, le comité a été informé de l'atelier organisé par la CEA les 21 et 22 avril 1998 dans le cadre du mandat de cette équipe spéciale à l'intention de 16 fonctionnaires de l'Autorité statistique centrale d'Ethiopie. Cet atelier avait pour but, l'initiation à la navigation et à l'utilisation des outils et applications multimédia.

42. Au cours des débats qui ont suivi, le Comité a demandé de faire une mise à jour de l'annuaire pour tenir compte des changements intervenus dans certains pays depuis l'envoi du questionnaire. Le Comité a accueilli favorablement l'offre faite par le Département pour le développement international (Royaume-Uni) d'apporter son soutien à la formation des ressources humaines pour l'utilisation des nouvelles technologies de l'information pour le développement de la statistique en Afrique. Après avoir rappelé la place réservée aux statistiques dans les programmes de formation de la Commission, le Chef de la Division des services d'information pour le développement a lancé un appel aux organismes et donateurs bilatéraux et multilatéraux afin qu'ils appuient les programmes africains dans le domaine de la statistique.

43. Durant l'atelier sur Internet organisé par la DSID à l'intention de l'Autorité statistique centrale d'Ethiopie, un représentant de l'Ethiopie, après avoir remercié la CEA de l'appui apporté, a promis de faire parvenir l'évaluation de l'atelier au Secrétariat du Comité pour que les actions futures de ce genre soient améliorées.

44. En conclusion, le Comité a recommandé la poursuite des activités de cette équipe spéciale en se concentrant sur : (a) la généralisation du questionnaire à l'ensemble des Etats membres de la Commission ; (b) l'assistance aux services nationaux de statistique pour la promotion de l'utilisation des outils et applications du réseau Internet, (c) la révision du document-cadre, et (d) l'exécution de la phase 3.

5.2 Rapport sur l'équipe spéciale 2 : Suivi de la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba (point 5 (ii) de l'ordre du jour)

45. Pour l'examen de ce point de l'ordre du jour, la réunion était saisie des documents suivants: ECA/DISD/CASD.8/98/4 : Rapport sur l'équipe spéciale 2 : Suivi de la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba; ECA/DISD/CASD.8/98/4/Add.1 : Compendium des activités statistiques dans les pays africains, 1997; ECA/DISD/CASD.8/98/4/Add.2; Enquête sur le développement de la statistique dans les pays africains 1997; analyse des réponses et ECA/DISD/CASD.8/98/4 /Add.3 : Projet coréen d'assistance pour le développement des capacités africaines dans le domaine de la statistique.

46. Le coordonnateur de l'équipe spéciale, la CEA, a déclaré que les activités de l'équipe spéciale comprenaient la réalisation de deux enquêtes par correspondance, une sur les activités statistiques et l'autre sur le développement de la statistique dans les pays africains. Vingt-huit pays

africains ont répondu à l'enquête sur les activités statistiques et vingt-trois ont répondu à l'enquête sur le développement de la statistique. Pour obtenir plus de réponses, des missions à destination de certains pays qui n'avaient pas répondu plus tôt ont été constituées grâce au projet coréen d'assistance. L'analyse des réponses aux enquêtes est provisoire et a été présentée, pour observations, à la réunion afin d'y apporter des améliorations avant l'élaboration des rapports finaux. Le secrétariat du CASD a remercié tous les pays qui ont répondu à l'enquête ainsi que tous les organismes et pays qui ont apporté leur concours à l'élaboration des questionnaires des enquêtes.

47. Concernant le Projet coréen d'assistance, la réunion a été informée que ce projet, qui avait commencé en octobre 1997, devait prendre fin en décembre 1998 et avait dans l'immédiat trois objectifs, à savoir : i) aider les pays africains à mettre en place le Système de comptabilité nationale de 1993 (SCN 1993); ii) examiner les questions ayant trait à l'amélioration qualitative des statistiques africaines; et iii) suivre les progrès d'ensemble dans la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique. Il a en outre déclaré que jusqu'ici trois principaux produits avaient été exécutés dans le cadre du Projet coréen d'assistance. Il s'agit d'un atelier régional sur la comptabilité du secteur public et de deux enquêtes régionales sur les activités statistiques et le développement qui déboucheraient, d'une part, sur l'établissement d'un compendium de activités statistiques dans les pays africains, et, d'autre part, sur l'élaboration d'un rapport sur l'Enquête relative au développement de la statistique en Afrique.

48. En ce qui concerne les autres produits du projet, le représentant du secrétariat a indiqué qu'en plus de la fourniture de services consultatifs à certains pays en ce qui concerne la mise en oeuvre du Système de comptabilité nationale de 1993, la CEA organisera un atelier de formation dans une seule langue consacrée à l'Amélioration qualitative des statistiques africaines et élaborera également et diffusera un manuel de formation portant sur cette question.

49. Dans les débats qui ont suivi :

- le Comité a reconnu que la CEA avait accompli un travail important en réalisant les enquêtes et en élaborant les deux projets de rapports;
- certains participants se sont demandés si l'enquête ponctuelle permettait au CASD de mieux comprendre les changements qui, au fil du temps, s'étaient produits dans les pays dans le domaine du développement de la statistique. A cet égard, il a été proposé de réaliser une étude pilote dans un ou deux pays pour voir comment les pays avaient progressé dans les divers domaines du développement de la statistique. L'expérience acquise pourrait être utilisée pour les autres pays. D'autres participants ont fait observer qu'une telle démarche ne produirait pas de résultats tangibles. Le consensus était qu'il y avait lieu de réfléchir sur les résultats et de donner plus de liberté à l'équipe spéciale pour définir la meilleure façon de suivre la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba;
- il a été indiqué que le nombre de réponses à l'enquête était satisfaisant;
- AFRISTAT a proposé de fournir des données en provenance de ses pays membres qui n'avaient pas répondu à l'enquête. Cela permettrait de combler les vides dans les questionnaires remplis;

- il a été indiqué que l'idéal, en ce qui concerne la collecte de données de cette nature, est de recourir à des consultants nationaux. Toutefois, il s'agissait là, a-t-on indiqué, de moyens coûteux d'obtenir l'information;
- étant donné que le Plan d'action d'Addis-Abeba devait être mis en oeuvre aux niveaux régional et sous-régional, il a été proposé que la CEA réalise une autre enquête couvrant les niveaux régional et sous-régional;
- le secrétariat a souligné que les rapports étaient provisoires et contenaient des données qui n'avaient été que peu analysées. Il faudrait procéder à une analyse plus approfondie. Ces rapports finaux contiendront une description des résultats et des recommandations en vue de prendre d'autres mesures;
- finalement, le Comité a proposé de donner à l'équipe spéciale jusqu'à six mois pour faire des observations sur les données et les inclure dans les rapports finaux relatifs aux enquêtes;

50. Un participant s'est demandé si on pouvait considérer que les activités du projet d'assistance coréen avaient un rang de priorité élevé pour la CEA. En réponse à cette question, le représentant du secrétariat a souligné que la Commission accordait une grande importance aux diverses questions qui devaient être étudiées par le projet car elles portaient non seulement sur l'amélioration qualitative des statistiques africaines mais également sur la mise en oeuvre du Système de comptabilité nationale de 1993 et du Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique.

51. Le représentant de la BAD a déclaré que son organisation participerait aux travaux de l'équipe spéciale 2.

5.3 Rapport sur l'équipe spéciale No.3 : Renforcement des centres participant au Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA) (point 5 (c) de l'ordre du jour)

52. Pour la discussion de ce point de l'ordre du jour, la réunion était saisie du document ECA/DISD/CASD.8/98/5 « Rapport sur l'équipe spéciale 3: Renforcement des centres participant au Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA) ».

53. En introduisant ce point de l'ordre du jour, le coordonnateur de l'équipe spéciale a déclaré que depuis leur création, les centres PFSA avaient contribué à augmenter le nombre de statisticiens qualifiés et collaboré avec la CEA dans diverses activités, notamment l'élaboration de programmes d'enseignement. En dépit des résultats obtenus, les centres continuaient de se heurter à un certain nombre de problèmes qui avaient pour cause principale un financement insuffisant. En particulier, les bourses ne sont pas suffisantes pour financer les étudiants admis aux centres, les installations physiques et l'équipement ne sont pas adéquats et la capacité de produire des matériels d'enseignement appropriés est limitée. Par ailleurs, il est difficile de retenir le personnel du fait que les salaires sont peu attrayants. Les produits de la recherche dans le domaine de la statistique appliquée sont très peu nombreux, faute de ressources pour effectuer des travaux de recherche. Il a ajouté que l'instabilité politique était un autre problème qui se posait aux centres PFSA.

54. Apportant des précisions sur le rapport, le Directeur de l'ENSEA a ajouté que dans les pays anglophones, les statisticiens sont formés dans les départements de statistique des universités tandis

que dans les pays africains francophones, la formation est dispensée dans les institutions nationales ou régionales de formation statistique. Au cours des dix dernières années, les institutions de formation et les principaux partenaires dans le développement ont dépensé des ressources considérables pour améliorer la qualité des informations grâce à des révisions périodiques des programmes de formation en vue d'augmenter le nombre des statisticiens de façon à répondre aux demandes en données et en statistiques de nombreux utilisateurs.

55. Au cours des débats qui ont suivi l'exposé, il a été noté que l'équipe spéciale n'avait pas fonctionné comme il se devait, elle n'avait pas réussi à obtenir des informations à jour sur les programmes et activités des centres de formation statistique dont certains avaient une vocation nationale. De plus, l'examen des évaluations effectué par l'équipe spéciale n'a pas porté sur tous les centres PFSA et l'équipe spéciale n'a pas étudié toutes les questions qu'elle devait examiner.

56. Dans sa réponse, le coordonnateur de l'équipe spéciale a expliqué que selon le mandat, l'équipe spéciale ne devait étudier que les évaluations disponibles et non ce qui se passait dans les centres PFSA. Il a également informé la réunion que contrairement à ce qu'on croyait, le Centre de Kigali n'avait pas disparu mais qu'il fonctionnait avec l'assistance de l'Union européenne sous l'égide du Centre ENSEA d'Abidjan, Côte d'Ivoire.

57. Certains participants se sont demandé si les réformes structurelles en cours n'entravaient pas le recrutement de personnel dans la fonction publique des pays africains et dans l'affirmative si la formation statistique était encore utile. Dans sa réponse, le représentant a déclaré qu'en dépit de la réduction importante du recrutement dans la fonction publique, les besoins des gouvernements, du secteur privé et des partenaires bilatéraux et multilatéraux en matière de données statistiques fiables, s'étaient accrus au point qu'il y avait maintenant de nouvelles possibilités sur le plan du recrutement.

58. Le représentant du Bureau of the Census des Etats-Unis a exprimé le ferme soutien de son organisation aux centres régionaux de formation statistique et a ajouté que son organisation avait au cours des 40 dernières années élaboré des matériels de cours que les centres PFSA pouvaient utiliser. En outre, son organisation était disposée à accepter, sans frais, le personnel des centres PFSA, pourvu qu'ils prennent en charge eux-mêmes leurs voyages et l'hébergement.

59. Le représentant d'EUROSTAT a déclaré qu'il y avait eu certains succès, le programme de formation avait été transféré d'Europe en Afrique et certains des centres de formation étaient devenus auto-suffisants. Il a souligné la nécessité de renforcer le lien entre la formation et la production des statistiques et a informé le Comité que son organisation envisageait d'introduire un programme audacieux de formation statistique à l'intention des pays membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

60. Le Comité a noté les graves difficultés de communication que connaissait l'équipe spéciale et a exhorté les membres de l'équipe spéciale à poursuivre le travail et à examiner toutes les questions pertinentes. Le Comité a en outre bien accueilli l'offre du Bureau of the Census des Etats-Unis et a invité les centres PFSA à profiter de cette offre.

61. En conclusion, le coordonnateur de l'équipe spéciale a souligné qu'il fallait appuyer les efforts des instituts de formation et les encourager à ajuster leurs divers programmes d'enseignement afin de tenir compte de l'évaluation du marché.

5.4 Rapport sur les équipes spéciales 4 et 5 : Micro-unités de service de données et bibliothèque aux niveaux national et régional, notamment pour le suivi de la pauvreté et des questions relatives au genre - projet pilote et base de données interactive nationale - projet pilote (points 5d) et 5e) de l'ordre du jour)

62. Au titre de ce point de l'ordre du jour, les participants ont examiné le document ECA/DISD/CASD.8/98/6&7 « Rapport sur les équipes spéciales 4&5: micro-unités de service de données et bibliothèque aux niveaux national et régional, notamment pour le suivi de la pauvreté et des questions relatives au genre - projet pilote, et base de données interactive nationale - projet pilote ».

63. En présentant le document ECA/DISD/CASD.8/98/6 et 7, le coordonnateur de l'équipe spéciale, la Banque mondiale, a informé la réunion de la fusion de ces deux groupes de travail en un seul intitulé « Equipe spéciale sur les bases et banques de données ». Au cours de la période considérée, il n'y a pas eu de réunion formelle des membres de ces deux groupes de travail. Cependant, les échanges de correspondance électronique entre les membres ont été fréquents. Le rôle et les résultats de ces échanges ont été présentés au cours des ateliers organisés au cours de cette session sur, respectivement, l'utilisation des bases de données interactives pour l'amélioration des services statistiques et sur les banques nationales et régionales de données statistiques. Il est proposé de promouvoir le développement des bases et banques de données dans le cadre d'un « Programme africain des meilleures expériences dans le domaine de la statistique » qui pourrait faciliter les tests et adaptations des nouveaux outils statistiques dans un nombre de pays pilotes. La Banque mondiale a présenté le Programme des meilleures expériences à la réunion du Groupe de travail sur la pauvreté et la politique sociale du Programme d'assistance spéciale tenue en septembre 1997 à Stockholm, et plusieurs donateurs ont manifesté leur intérêt en supportant le programme.

64. Actuellement, trois produits sont développés et testés sous ce programme: a) Les bases de données interactives nationales - un système de bases de données nationales des statistiques socio-économiques pour stocker et diffuser les séries temporelles des indicateurs-clés (implantées à titre expérimental au Mozambique); b) les banques de données nationales sur les enquêtes auprès des ménages qui stockent toutes les informations relatives à une enquête spécifique (données, questionnaire, détail sur le sondage, rapports officiels etc.) et leur mise sur CD-ROM (déjà effectuée à Djibouti); et c) le questionnaire pour l'indicateur de base du bien-être (CWIQ), une enquête rapide et simple auprès des ménages pour produire rapidement l'information sur les indicateurs sociaux clés (testée au Ghana).

65. Le Comité a été invité à initier les échanges entre les membres des équipes spéciales par le réseau Internet plutôt que par des réunions formelles. Le coordonnateur a également mentionné les difficultés à généraliser les nouveaux produits au-delà des pays pilotes en raison des contraintes en ressources humaines au niveau des concepteurs et du souci de limiter les risques d'utilisation de ces produits jusqu'à ce que ces derniers fassent leurs preuves. L'organisation d'atelier d'évaluation des nouveaux produits est indispensable avant toute généralisation.

66. Au cours des débats, certains participants ont dit que ces produits sont déjà sur le marché et la contrainte majeure semble être le manque de ressources. Un appel a été lancé aux partenaires pour qu'ils mettent à la disposition des services africains de statistiques les moyens nécessaires à la

promotion de ces nouveaux produits.

67. Le Comité a estimé que l'approche par « pays pilotes » ne constituait pas une solution universelle. Il a été recommandé de traiter ce problème au cas par cas, en tenant compte, notamment, des contraintes techniques, souvent liées au manque de personnel qualifié.

5.5 Conclusions des rapports des équipes spéciales

68. Le Comité a noté que les équipes spéciales 4 et 5 s'étaient fondues en une seule Equipe (l'équipe spéciale N°4) chargée des bases et banques de données et que les Equipes spéciales 1, 2 et 3 n'avaient pas subi de modification.

69. Le Comité est arrivé à la conclusion qu'aucune des équipes spéciales n'avait atteint ses objectifs en totalité. Il a instamment prié les quatre Equipes spéciales de poursuivre leurs travaux en tenant compte des observations et recommandations faites au cours de la réunion. Les résultats de ces travaux seront examinés lors de la prochaine réunion du Comité.

6. L'avenir du CASD et son programme de travail (point 6 de l'ordre du jour)

70. Au titre de ce point de l'ordre du jour, les participants ont examiné les documents suivants: ECA/DISD/CASD.8/98/8 intitulé « Le futur du CASD et son programme de travail »; ECA/DISD/CASD.8/98/8/Add.1 intitulé « Proposition du secrétariat du CASD relative à la représentation au sein du CASD »; ECA/DISD/CASD.8/98/8/CRP intitulé « Projet de proposition d'établissement d'une Equipe spéciale sur l'incorporation des activités femmes dans la comptabilité nationale et dans d'autres données ».

71. En présentant ce point de l'ordre du jour, le chef de la DSID a souligné que nombre d'interrogations concernant l'avenir du CASD continuaient de se poser. Elle a rappelé que le CASD avait été créé en réponse au souhait des Etats membres qui voulaient coordonner les efforts de tous les principaux acteurs engagés dans les activités de développement de la statistique en Afrique au nombre desquels on comptait des Etats membres, des institutions bilatérales et multilatérales, des bailleurs de fonds et des centres de formation en statistique. Elle a souligné que tout ce qui touchait au CASD relevait de la responsabilité commune et a invité tous les membres à travailler avec la CEA pour renforcer le rôle et la position du Comité.

72. Un représentant du secrétariat a ensuite présenté le document ECA/DISD/CASD.8/98/8. Il a fait la genèse du CASD, son mandat, le cadre institutionnel qui lui a été assigné, les modalités de coordination de son action, les résultats enregistrés depuis sa création et les enjeux qui s'attachaient au développement de la statistique.

73. Lors de la discussion qui s'est ensuivie, le Comité a considéré le rôle du CASD et ses relations avec le CODI, l'efficacité de la contribution du CASD au développement de la statistique et les facteurs tels que la communication et le financement qui ont entravé le succès du CASD. Il a été mentionné que le CASD n'était pas bien articulé et était handicapé parce qu'il n'avait pas de programme régional. Une vision plus large était nécessaire et devrait être supportée par un programme spécifique avec des ressources spécifiques. Le Comité a noté que:

- le CASD avait beaucoup contribué au développement de la statistique en Afrique;
- le rôle du CASD était différent de celui du CODI. Le CASD avait pour rôle principal de coordonner la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique. Il fallait cependant que ces missions soient définies plus clairement, qu'un programme spécifique soit élaboré et des ressources mises à sa disposition. Le CODI, au sein duquel étaient représentés tous les Etats membres de la région, était un organe subsidiaire de la Commission. Il était le principal organe agissant dans le domaine de la statistique en Afrique. Le CASD était, par contre, un comité plus petit doté d'un mandat spécifique et faisant rapport à la Commission par le biais du CODI. Le CASD était composé d'institutions bilatérales et multilatérales, de bailleurs de fonds, d'instituts africains de formation en statistique et des Etats membres de la CEA;
- la demande du FNUAP à être incluse dans la liste des agences ayant contribué à la formation statistique en Afrique.

74. Le Comité a alors recommandé que:

- la DSID devrait élargir son réseau aux unités statistiques des groupements économiques sous-régionaux et si possible participer à certaines de leurs réunions;
- le CASD devrait contribuer aux activités liées au recensement de la population et de l'habitat de la série 2000 et à s'impliquer davantage dans les opérations statistiques en cours au niveau sous-régional;
- les membres du CASD qui sont aussi membres de groupements économiques sous-régionaux devraient informer ses groupement des activités du CASD et de même informer celui-ci des activités de ces groupements;
- le plan d'action d'Addis Ababa pour le développement de la statistique en Afrique pour les années 1990 et la stratégie de sa mise en oeuvre sont toujours valables et devraient être adoptées pour les années à venir en tenant compte des nouveaux besoins. Le plan et la stratégie devraient donc continuer à servir de guide pour le développement statistique en Afrique;
- la recherche dans le domaine des méthodes et des normes était toujours importante et une attention particulière devrait être accordée même si elles ne sont pas mentionnées spécifiquement lors de la transition de l'approche sous-comité du CASD en équipe spéciale;
- la DSID devrait continuer ses activités de mobilisation de ressources.

75. Concernant les ressources pour la mise en oeuvre des activités du CASD et le renforcement du partenariat, le Secrétariat a mentionné qu'il préparerait un document relatif aux activités à entreprendre par la DSID dans le domaine statistique. Les ressources nécessaires sont celles pour la participation aux réunions, aux travaux des équipes spéciales et au développement des projets supportant les activités du CASD. Tous les participants ont l'espoir que les donateurs considéreront

l'attribution des ressources à la DSID pour la mise en oeuvre des activités du CASD.

76. En conclusion, le Comité a souligné que les Equipes spéciales étaient des instruments opérationnels efficaces du CASD reconstitué et qu'elles devaient poursuivre leurs activités comme le recommandait le Comité. Il fallait cependant que le CASD gagne en efficacité sur le plan opérationnel et qu'il se fasse connaître davantage.

77. Un représentant du secrétariat a présenté le document ECA/DISD/CASD.8/98/8/CRP intitulé « Projet de proposition pour l'établissement d'une Equipe spéciale sur l'incorporation des activités des femmes dans la comptabilité nationale et dans d'autres données ». Il a précisé que cette proposition avait été faite par la Conférence sur « La femme africaine et le développement économique: Investir dans l'avenir », organisée par la CEA du 28 avril au 1er mai 1998 à l'occasion de la célébration de son quarantième anniversaire. Au rapport du secrétariat sur cette question s'est ajoutée la participation d'une consultante du Centre des Femmes, mandaté par le centre pour prendre part à la réunion et qui a contribué à l'organisation de la Conférence.

78. Dans la discussion qui s'est ensuivie, le Comité a accepté la création d'une Equipe spéciale supplémentaire sur l'incorporation des activités des femmes dans la comptabilité nationale et d'autres données et a décidé que celle-ci travaillerait seulement sur la comptabilité nationale. Sa dénomination devrait être modifiée en conséquence. L'objectif fixé à cette Equipe se réduirait à faire une étude sur la manière dont il conviendrait de tenir compte des activités spécifiques aux femmes dans la comptabilité nationale. La Division de statistique de l'ONU (UNSD), la DFID, la BAD, le FNUAP et l'Afrique du Sud se sont déclarés prêts à faire partie de l'Equipe spéciale, la CEA y jouant, pour sa part, le rôle de coordinateur de projet. L'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW) et le secrétariat du Commonwealth seraient invités à participer aux travaux de l'Equipe spéciale à titre de membres associés. La CEA a été priée de réviser le mandat de l'Equipe spéciale, d'établir les besoins en ressources et d'en informer les membres de l'Equipe, y compris la Banque mondiale.

79. Enfin, le Comité a accueilli avec satisfaction l'offre de matériel de recherche sur la femme faite par le Bureau of the Census des Etats-Unis.

6.1 Proposition du secrétariat du CASD concernant la composition du CASD

80. Au titre de ce point, le secrétariat a présenté le document ECA/DISD/CASD.8/98/8/Add.1 intitulé : Proposition du secrétariat du CASD concernant la composition du CASD. Le secrétariat a également distribué deux documents : une proposition relative à la rotation des membres et une note sur le statut d'observateur auprès du CASD.

6.1.1 Proposition du secrétariat du CASD relative à la rotation des membres

81. En présentant ce point de l'ordre du jour, le représentant du secrétariat a indiqué que selon le mandat, les membres du Comité devraient être renouvelés tout les deux ans sur la base d'une proposition soumise par le secrétariat. Des informations ont été fournies sur les pays avec lesquels on était entré en rapport et qui avaient en principe accepté de devenir membres du CASD, dont le Kenya, le Sénégal et le Zimbabwe. Il a été rappelé que les sous-régions de la CEA ont changé depuis 1977 et qu'il y avait maintenant cinq régions à savoir Afrique du Nord, Afrique centrale, Afrique de l'Ouest, Afrique de l'Est et Afrique australe. Il a par conséquent proposé que la nouvelle

composition reflète la nouvelle structure des sous-régions d'Afrique. En outre, le secrétariat a proposé que le nombre des membres africains, qui était précédemment de neuf, soit porté à dix.

82. Au cours de la discussion qui a suivi :

- il a été proposé de porter à 15 le nombre des pays africains membres. La proposition a reçu l'appui d'un certain nombre de membres. Des participants ont estimé que le fait d'augmenter le nombre des membres n'accroîtrait pas la participation aux réunions. Il a été rappelé au Comité que le nombre de membres réduit visait à assurer l'efficacité et des contributions effectives. Une autre proposition a été faite, à savoir poursuivre la phase pilote en invitant les Etats membres africains au CASD durant les deux prochaines années et à observer la fréquence de la participation;
- le représentant de Djibouti a indiqué l'intention de son pays de devenir membre du CASD;
- le représentant de la BAD était reconnaissant du fait que son organisation avait été proposée comme membre principal du CASD. Il a déclaré que la BAD participerait aussi aux travaux de l'équipe spéciale No. 2 sur la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba ainsi qu'à ceux de la nouvelle équipe spéciale sur les femmes dans la comptabilité nationale;
- il a été proposé que pour avoir une participation plus forte, un projet de budget soit établi pour financer la participation des Etats membres africains;
- des membres ont estimé que la composition n'était pas équilibrée. D'autres ont pensé que ce n'était pas important mais que c'était la qualité de la contribution des membres qui importait.

83. Finalement, le Comité a accepté la proposition de rotation des membres, présentée par le secrétariat du CASD. Il a été demandé au secrétariat de faire preuve d'une certaine flexibilité en ce qui concerne la composition du CASD et d'inviter les Etats membres de la CEA à participer aux réunions du CASD à titre d'observateur, spécialement s'ils ont contribué aux équipes spéciales du CASD.

6.1.2 Proposition de la CEA concernant le statut d'observateur auprès du CASD

84. En présentant ce point de l'ordre du jour, un représentant du secrétariat a rappelé au Comité que c'était là une nouvelle catégorie de membres proposée à son examen. Cette proposition était faite en application du mandat donné par la septième réunion du CASD, tendant à ce que le secrétariat étudie cette question et fasse des propositions concrètes à la huitième réunion. Le secrétariat a fourni des détails sur les organismes et donateurs africains et non africains avec lesquels il était entré en rapport et qu'il avait invités à devenir membres observateurs du CASD. S'agissant des critères à appliquer aux organismes voulant devenir membres observateurs, le secrétariat a expliqué que cela dépendait du temps pendant lequel ces organismes étaient impliqués dans le développement de la statistique dans les pays africains. Le secrétariat a informé le comité qu'à la suite des réponses positives qu'il avait reçues de certains

organismes et donateurs, il proposait que cette catégorie comprenne dix membres.

85. Au cours de la discussion qui a suivi :

- certains membres ont estimé que la distinction établie entre membres principaux et observateurs n'était pas claire ;
- il a été estimé que la composition n'était pas équilibrée, s'agissant en particulier les Etats membres de la CEA et des instituts de formation statistique, par rapport aux autres catégories de membres ;
- l'East African Cooperation Secretariat a été proposé comme membre observateur du CASD.

86. Finalement, la réunion a accepté la proposition du secrétariat du CASD et a institué la catégorie de membre observateur du CASD. Elle a également accepté la proposition du secrétariat, à savoir qu'il comprenne dix membres, les membres initiaux étant choisis par le secrétariat. Il a été demandé au secrétariat d'identifier des membres supplémentaires pour cette catégorie. Voir l'Annexe I pour la liste initiale d'organismes et de donateurs proposés par le secrétariat du CASD et approuvée par le Comité.

7. **Préparatifs de la première réunion du Comité sur l'information pour le développement (point 7 de l'ordre du jour)**

87. Un représentant du secrétariat a présenté le document ECA/DISD/CASD.8/98/9 intitulé « Préparation de la première réunion du Comité de l'information pour le développement (CODI) ». La genèse, la place et la composition du CODI ont été présentées. De même, des projets de proposition sur les différentes contributions du CASD et de la CEA au Comité pour sa première réunion du CODI ont été aussi présentés ainsi que l'ordre du jour provisoire du comité de la statistique du CODI.

88. Au cours des discussions, le Comité a noté ce qui suit :

- le CODI est l'organe subsidiaire de la Commission et devrait examiner les aspects du sous-programme : exploiter l'information pour le développement. Le CASD est un organe technique de coordination des activités statistiques dans la région africaine et il a pour principaux objectifs de coordonner et de suivre la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba ;
- la première réunion du CODI a été fixée du 16 au 18 novembre 1998. Les dates exactes seront communiquées aux membres du CASD ;
- les membres du CODI sont les Etats membres de la CEA et dans ce cadre, les directeurs des services nationaux de statistique seraient invités. Mais c'est aux pays de décider du nombre et du niveau de leur représentation ;
- différents points de vue ont été exprimés en ce qui concerne la prochaine réunion du CASD et sur la question de savoir si cette réunion devait se tenir en même temps que

celle du CODI. Le Comité a décidé de différer la décision sur ce point.

8. **Questions diverses (point 8 de l'ordre du jour)**

89. Le représentant du FMI a informé le Comité de la création par son organisation du Système de diffusion de données générales (GDDS). Ce Système a pour objet essentiel d'améliorer la qualité des données, de fournir un cadre pour l'évaluation des besoins en ce qui concerne l'amélioration des données et d'établir des priorités et de servir de guide aux Etats membres pour la diffusion à temps au public de statistiques économiques, financières et socio-démographiques complètes, accessibles et fiables.

90. Le représentant du FMI a informé également le Comité que dans la mise en oeuvre du GDDS, l'accent serait mis sur l'éducation et la formation et ultérieurement sur le travail direct avec le pays. Il a mentionné qu'un programme de huit séminaires/ateliers régionaux devant commencer en juillet 1998, a été élaboré et que le séminaire/atelier en Afrique était prévu pour mars 1999. Vingt pays seraient invités à chaque séminaire. Le représentant du FMI a demandé que le secrétariat du CASD diffuse l'information relative au GDDS à tous les membres du CASD ainsi qu'aux Etats membres de la CEA intéressés.

91. Le Bureau of the Census des Etats-Unis a informé la réunion des activités qu'il entreprenait dans le domaine du développement de la statistique en Afrique. Il a été indiqué qu'on prévoyait d'établir un progiciel unifié comprenant l'IMPS et l'ISSA. L'unification se ferait au cours des prochains 18 mois.

92. Certains donateurs bilatéraux et multilatéraux ont indiqué qu'ils aimeraient connaître les ressources internes dont la DSID disposait ainsi que les ressources supplémentaires nécessaires pour assurer la mise en oeuvre des activités statistiques.

93. Le Comité a demandé que la liste des participants corrigée, avec les adresses des participants, soit envoyée aux participants à la réunion dès que possible et avant le rapport de la réunion.

94. Le Comité a décidé qu'à ses réunions futures, l'adoption du rapport ne porte que sur les conclusions et les recommandations.

95. Répondant à la demande d'annexer les détails sur les équipes spéciales au rapport de la réunion, un représentant du secrétariat a fait savoir que ce devrait être l'idéal mais que cela retarderait la diffusion du rapport final, vu qu'il était nécessaire de consulter tous les membres des équipes spéciales ainsi que les membres du CASD afin d'assurer la diffusion des mandats complets des équipes spéciales ainsi que des révisions qui leur ont été apportées. Aucun effort ne serait cependant épargné pour améliorer la communication.

9. **Date et lieu de la prochaine réunion (point 9 de l'ordre du jour)**

96. Des points de vues divergentes ont été exprimés en ce qui concerne la possibilité de tenir la prochaine réunion du CASD en même temps que celle du CODI. Après une longue discussion, il a été convenu que:

- les équipes spéciales devraient envisager de se réunir informellement pendant la première

réunion du CODI en Novembre 1998;

- la prochaine réunion du CASD devrait être envisagée en mai 1998 à Addis Ababa, Ethiopie.

97. Le Comité a recommandé que les équipes spéciales envisagent de se réunir durant la première réunion du CODI en novembre 1998.

10. Adoption du rapport de la réunion (point 10 de l'ordre du jour)

98. Les conclusions de la réunion sur les divers points de l'ordre du jour ont été examinées par le Comité qui les a acceptées. Il a été convenu que le projet de rapport serait envoyé aux participants pour observations finales avant d'être mis sous forme finale.

11. Ateliers et exposés

11.1 Atelier sur les bases et les banques de données (point 9 (a) de l'ordre du jour)

99. L'atelier a été organisé et animé par la Banque mondiale. Dans son introduction, le président de séance a souligné qu'en dépit des améliorations considérables enregistrés dans la collecte et le traitement des données, on continue de se plaindre du fait qu'il est toujours très difficile d'accéder aux données statistiques en Afrique. Il y a donc lieu de se pencher plus systématiquement sur les questions d'archivage et de dissémination des données. L'objet de l'atelier était d'examiner certains instruments nouveaux susceptibles d'intéresser les bureaux nationaux de la statistique. Cependant, le président a précisé qu'à défaut d'une gestion et d'effectifs convenables, les outils en eux-mêmes ne résoudraient pas le problème.

100. L'atelier s'est déroulé en deux parties. La première a été consacrée aux bases de données relatives aux indicateurs économiques et sectoriels chronologiques, tandis que la deuxième partie de l'atelier a porté sur l'archivage et la dissémination des données primaires provenant des enquêtes.

101. La première partie a commencé par une présentation par la Banque mondiale de la base données interactive nationale (CLDB) en montrant comment l'outil pouvait répondre à beaucoup de problèmes que rencontrent les services nationaux de statistique en Afrique. Tout bureau de la statistique a pour mission de produire à temps des informations fiables permettant une meilleure prise de décision. Au nombre des principales difficultés que rencontrent les bureaux de la statistique, on peut citer le caractère épars et inaccessible des données, le délai de production des rapports, la formation et la rémunération dérisoires du personnel et l'inaptitude à satisfaire de nouvelles demandes de données.

102. La CLBD, dérivée de la base de données interactive pour l'Afrique de la Banque mondiale, a été conçue pour répondre aux besoins des bureaux de statistique. Elle est implantée à titre expérimental dans un pays avec possibilité d'en ajouter deux autres. Elle repose sur l'idée de la consolidation de toutes les données chronologiques économiques et sectorielles en une seule base de données centrale. Trois outils ou interfaces ont été conçus pour accéder à la base de données, en fonction des besoins de l'utilisateur : un outil analytique (Briefing book), un outil de recherche (Query) et un outil de traitement des données et de production des rapports (la base de données

locale). Tous ces outils fonctionnent sous Microsoft Excel, qui permet de manipuler les données et de produire des rapports sans difficulté, et sont considérés comme les applications informatiques les plus courantes. La base de donnée peut être stockée soit sur un serveur MS SQL dans un environnement en réseau soit dans Access sur un ordinateur autonome.

103. Les enseignements que la Banque mondiale a tirés de la base de données interactive pour l'Afrique ont été jugés pertinents pour les bureaux nationaux de la statistique. Les vastes possibilités d'accès aux données qu'offrent les différents outils facilitent l'analyse et, élément clé de l'analyse, suscitent de l'intérêt pour les données. Mais, chose plus importante, en raison de l'organisation logique des données et des concepts, elles mettent plus facilement en lumière les lacunes et les faiblesses que comportent les données, d'où la nécessité d'en améliorer la qualité et la justification. Il en découle comme premier avantage qu'il suffit d'appuyer sur une touche pour produire un rapport type.

104. La réunion a noté sur les aspects suivants :

- le critère et la stratégie de sélection des pays pilotes spécialement si plusieurs pays souhaitent participer; la Banque mondiale n'a pas les moyens d'exécuter le projet dans tous les pays africains et espère que les organisations régionales et sous-régionales africaines prendront son relais et utiliseront la CLDB, une fois que l'implantation est reconnue comme un succès;
- les difficultés à convertir des systèmes de base de données divers en un seul et l'utilisation ou l'interprétation des données lors de la diffusion; la consolidation de données dans une seule base de données est très aisée et constitue un investissement unique. Les aspects techniques sont considérés comme mineurs par rapport au temps nécessaire pour développer les nouvelles procédures de gestion de données;
- les problèmes d'incohérence des données et la faible capacité d'analyse des données; la CLDB est un bon outil pour mettre en relief de tels problèmes mais non pas pour les résoudre. La formation et l'assistance technique sont les moyens appropriés pour résoudre l'incohérence de données et la faible capacité d'analyse des données.

105. La présentation de la CLDB a été suivie par celle de la Division de statistique des Nations Unies de sa Base de données commune (CDB) portant sur les séries statistiques des Nations Unies. Elle a été développée dans le cadre du projet UNESIS. Les comptes nationaux y sont déjà intégrés et les séries démographiques ne devraient pas tarder à l'être.

106. La seconde partie de l'atelier a été consacrée à la problématique de l'archivage et de la diffusion des données primaires. Elle a été présentée conjointement par la Banque mondiale et le Directeur de la statistique de Djibouti.

107. Cette partie de l'atelier a porté sur des aspects spécifiques relatifs aux banques de données statistiques nationales. Après avoir rappelé la nécessité d'une part de renforcer les capacités des offices nationaux de statistique en matière d'archivage des données, et d'autre part de procéder à un inventaire des données et méta-données disponibles en Afrique, un représentant de la Banque mondiale et le Directeur de la Direction nationale de la statistique de Djibouti ont présenté un projet intitulé « dossier d'analyse de données d'enquête ». Il s'agit de transférer sur CD-ROM les données

et la documentation de recensements ou d'enquêtes, sous un format convivial, afin d'en garantir la conservation et la facilité d'utilisation. Un prototype réalisé par la Direction nationale de la statistique de Djibouti à l'issue d'une enquête réalisée en 1996 a été présenté par le Directeur djiboutien de la statistique.

108. La Banque mondiale a également présenté un projet intitulé « Survey Navigator ». Il s'agit d'une base de données dans laquelle les recensements et enquêtes sont décrits en détail. Cette base de données, dont la diffusion sur Internet est prévue, aura pour objectif d'informer les utilisateurs potentiels sur l'existence et les caractéristiques des données disponibles. Cet outil contient notamment des fonctions de visualisation des questionnaires et des autres documents techniques relatifs aux enquêtes. L'objectif est donc de concevoir un outil d'information destiné non seulement aux utilisateurs de données d'enquêtes, mais aussi aux personnes et organisations en charge de leur collecte. Cet outil devrait en effet favoriser l'échange d'expériences entre les offices nationaux de statistique.

109. A l'issue de cette présentation, les participants à la conférence ont souligné l'importance d'assurer l'anonymat des données diffusées, ont soulevé la faiblesse de la demande d'information statistique émanant des preneurs de décisions, et se sont interrogé sur la rentabilité pour un office de statistique de se priver du monopole de ses données.

110. En ce qui concerne le Navigator, les points suivants ont été soulevés :

- l'outil suppose que l'on ait la capacité d'anticiper les questions et de répondre à des questions précises;
- le problème de la mise à jour périodique des données publiées.

111. Les participants ont été informés que la mise à jour périodique des données publiées ne poserait aucun problème dans la mesure où le CD-ROM porte une date de publication et où, encore une fois, les outils peuvent être adaptés à des besoins précis.

112. Les participants ont admis en principe que les outils présentés par la Banque mondiale, à partir de ses expériences à l'UNSD et à Djibouti, étaient nécessaires au niveau national afin d'améliorer l'organisation et le traitement des données. Ils ont jugé que sous réserve de certaines modifications, la LDB comme la CDB pourraient permettre aux pays africains d'établir leurs propres séries statistiques. Ils ont également insisté sur la nécessité de former les compétences requises pour utiliser les données.

11.2 Présentation sur les « Pratiques les plus performantes concernant l'élaboration de plans de développement de la statistique » (point 9b) de l'ordre du jour

113. La CEA a organisé et présidé la présentation sur la base de la publication technique ECA/DISD/4.2 d (a) ii/97 « Pratiques les plus performantes concernant l'élaboration des plans de développement de la statistique ». Le président a expliqué que le document avait été établi sur la base des pratiques des seuls pays qui avaient répondu à la demande de renseignements de la CEA.

114. Un représentant du secrétariat a ensuite présenté le document. Il a indiqué les raisons justifiant l'élaboration d'un plan de développement de la statistique, la méthode d'élaboration

d'un plan et a ensuite fait ressortir les éléments d'un bon plan de développement de la statistique. Il a signalé qu'un bon plan de développement de la statistique devrait comprendre une analyse des problèmes posés, des buts et objectifs du plan, une évaluation de la situation du moment du bureau de statistique, une stratégie pour la mise en oeuvre du plan, son suivi et son évaluation et enfin la budgétisation et le financement du plan devraient être examinés.

115. Au cours du débat qui a suivi, les participants ont félicité le secrétariat pour le document présenté et l'ont invité à modifier le document en vue d'élargir sa couverture afin d'y incorporer de nombreuses expériences positives de pays tels que la Côte d'Ivoire.

116. Les participants ont également noté ce qui suit :

- si un plan de développement de la statistique était utile, il ne constituait pas un préalable au développement. Toutefois, il a été constaté que les bureaux de statistiques les plus performants avaient débuté par des plans de développement de la statistique;
- pour certains pays, il y avait des dispositions impératives portant sur la fourniture de données aux entités sous-régionales. En conséquence, l'examen de l'évaluation des besoins devrait tenir compte des besoins en données sous-régionales;
- le plan devrait comporter des mesures pour la formation et la rétention des statisticiens;
- le plan devrait, si possible, être élaboré dans le contexte du plan de développement national. Les participants ont également pris note de l'expérience de certains pays qui avaient profité de l'établissement d'un plan de développement de la statistique : par exemple, en se voyant confier la direction de l'établissement et de la coordination d'autres programmes avec des avantages financiers évidents en faveur du service national de statistique;
- les problèmes du financement d'un plan de développement de la statistique. Parmi les idées avancées, l'établissement de mécanismes de paiement du coût d'usage concernant les départements ministériels et le secteur privé. Celui-ci était un grand utilisateur et pourrait contribuer pour beaucoup au financement des services statistiques. Des doutes ont été exprimés quant à la capacité du secteur privé à collecter des fonds pour un service national de statistique dans des pays africains en développement. Par ailleurs, les budgets des autres départements ministériels ne prévoyaient rien pour les services statistiques. Il a été convenu que même si le secteur privé n'était pas pleinement développé, il fallait néanmoins un changement de culture pour introduire un mécanisme pour le paiement d'un coût d'usage. A cet égard, il faudrait mettre l'accent sur le renforcement des relations entre le service national de statistique et les utilisateurs, qu'il s'agisse des pouvoirs publics ou du secteur privé. Les participants ont noté l'importance qu'il y a à assurer la qualité et à répondre aux besoins concernant les services fournis et ont souligné la nécessité d'envisager des mécanismes pour le paiement d'un coût d'usage dans un tel contexte et également dans le but d'assurer la croissance durable des services nationaux de statistique;

- le Nigéria avait entrepris d'élaborer des plans quinquennaux de développement sur plusieurs années et avait des expériences positives concernant leur financement. On avait eu recours à des plans chenilles et des fonds avaient été obtenus pour financer des activités du plan avec des ressources complémentaires provenant d'autres institutions gouvernementales. Le plan avait permis de promouvoir la collaboration entre le Federal Office of Statistics et les autres agences;
- les expériences des pays contenues dans le document sur « les pratiques les plus performantes » ont été particulièrement enrichissantes pour les pays qui étaient sur le point d'élaborer leurs plans de développement de la statistique.

117. En conclusion, le secrétariat a exprimé sa gratitude aux participants et leur a donné l'assurance que le document serait modifié afin d'y incorporer davantage de pays ainsi que les idées émises durant l'exposé. Le secrétariat a également exhorté les pays présents à l'atelier à soumettre leurs plans pour qu'ils soient incorporés dans l'étude et les autres pays à aider à fournir des exemplaires des plans nationaux.

11.3 Présentation sur les "progrès réalisés par rapport aux objectifs du développement international" (point 9 (c) de l'ordre du jour)

118. Le Département du développement international (Royaume-Uni) a organisé et présidé la présentation du documents ECA/DISD/CASD.8/98/WP/2 "Progrès réalisés par rapport aux objectifs du développement international". L'objectif de la présentation était de montrer les efforts déployés dans la cadre des objectifs du développement international et des indicateurs qui y sont liés (à l'exception de ceux ayant trait à la lutte contre la pauvreté), qui découlent d'une série de conférences des Nations Unies organisées au milieu des années 90. La présentation a fourni des indications sur la série d'indicateurs en question et sur son utilisation. Elle a également permis de débattre de son amélioration éventuelle, des moyens de la faire accepter au niveau international et des implications qui en découleraient pour les systèmes nationaux de collecte, d'analyse et de dissémination des données.

119. De manière générale, les participants ont reconnu qu'il était impérieux d'obtenir une participation élargie des pays africains afin de rendre compte de la pertinence d'un indicateur tel que le taux d'alphabétisation sans référence à la qualité de l'instruction ou encore d'un indicateur écologique comme les émissions de carbone monoxyde par habitant et au total, lorsque d'autres questions paraissent plus pressantes.

120. La complexité de l'exercice a cependant été soulignée et il a été décidé de coordonner les efforts et les procédures que les organisations et les organismes internationaux mettent en oeuvre, afin d'obtenir et de définir ces indicateurs minima et de partager l'information.

11.4 Atelier sur l'utilisation d'Internet pour combler le déficit en matière d'information (point 9 d) de l'ordre du jour)

121. Cet atelier a été organisé et présidé par la CEA. Les participants ont été informés que cette manifestation était liée aux activités entreprises par l'Equipe spéciale 1 sur la connectivité au service de la statistique. L'atelier a porté sur les principaux aspects de l'Initiative « Société

de l'information en Afrique » (AISI) et leurs incidences sur le développement de la statistique en Afrique. Une démonstration a été organisée à cette occasion sur les techniques de recherche des sources d'information sur l'Internet.

122. Les participants ont été informés que l'Initiative Société de l'information en Afrique avait vu le jour lors d'un colloque régional africain sur la télématique au service du développement, organisé en avril 1995 à Addis-Abeba, par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et ses partenaires, l'Union internationale des télécommunications (UIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et le Centre de recherche pour le développement international (CRDI), qui collaboraient dans le cadre de l'Initiative africaine de mise en réseau. Le Colloque régional a engagé la Conférence des ministres de la CEA à examiner l'importance pour l'Afrique de la révolution mondiale de l'information.

123. En mai 1995, la vingt et unième réunion de la Conférence des ministres de la CEA responsables du développement économique et social et de la planification a adopté la résolution 795(XXX) intitulée « Mise en place de l'autoroute de l'information en Afrique » qui a préconisé la mise en place de réseaux nationaux d'information et de communication pour la planification et la prise de décision dans le cadre de la mise en place de l'infrastructure pour l'autoroute de l'information en Afrique, l'échange d'expériences entre les Etats membres et la mise sur pied d'un groupe de travail de haut niveau composé d'experts africains des techniques d'information et de communication. Ce groupe de travail de haut niveau devait mettre au point un plan d'action qui permettrait à l'Afrique d'entrer dans l'ère de l'information. En mai 1996, dans sa résolution 812(XXXI), la Conférence de la CEA à sa vingt-deuxième réunion a approuvé le principe du plan d'action élaboré par le Groupe de travail de haut niveau et intitulé : « L'Initiative Société de l'information en Afrique: un cadre d'action pour la mise en place d'une infrastructure africaine dans le domaine de l'information et de la communication ». Le cadre d'action prévoit notamment la mise au point et l'exécution de plans nationaux en matière d'information et de communication à travers la mise en place de cadres institutionnels et la mise en valeur des ressources humaines, techniques et en matière d'information dans tous les pays africains ainsi que la mise en oeuvre de stratégies, programmes et projets prioritaires à même de contribuer à l'instauration durable de la société de l'information dans les pays africains. L'Initiative vient compléter le domaine d'action prioritaire de l'Initiative spéciale à l'échelle du système des Nations Unies pour l'Afrique ayant trait à « l'exploitation de l'information aux fins du développement » et visant à mettre en place l'infrastructure nécessaire à l'édification de la société de l'information en Afrique.

124. L'AISI vise à appuyer et à accélérer ce développement socio-économique dans la région. Guidée par les impératifs de développement, l'Initiative est axée sur la mise en oeuvre de stratégies, programmes et projets prioritaires susceptibles de contribuer à l'instauration durable d'une société de l'information dans les pays africains conformément aux objectifs d'intégration régionale du Traité instituant la Communauté économique africaine, qui soulignent la nécessité de mettre en place des réseaux d'information, de bases de données régionales, de sources d'information et de capacités techniques. La mise en oeuvre du cadre d'action devrait s'étaler sur une durée de 2 à 10 ans en fonction de la disponibilité des ressources et des priorités des Etats membres. La mise à profit de l'Initiative en tant que cadre d'orientation est prometteuse ainsi que le prouve son adoption par divers organes africains.

125. Une démonstration sur les techniques de recherche des sources d'information sur Internet a ensuite eu lieu et des exemples de sites de statistique sur le Web ont été présentés.

126. A la suite de la présentation, des questions ont été soulevées en ce qui concerne certaines contraintes auxquelles pourraient être confrontés les bureaux nationaux de statistique en Afrique dans la mise en place de sites sur le Web, notamment l'absence de lignes très rapides. A ce propos, on a indiqué que les ordinateurs (serveurs) sur lesquels se trouvent les sites Web ne doivent pas nécessairement être installés dans le bureau de statistique concerné. Ils peuvent être situés n'importe où, y compris dans d'autres pays qui disposent de meilleurs moyens de communication. L'installation de sites Web se fait par l'intermédiaire de prestataires de services Internet qui disposent de lignes rapides proposées à la location. On a par ailleurs précisé que les techniques étaient de plus en plus flexibles et pratiquement à la portée de tous.

127. A la demande des participants, le secrétariat a apporté des précisions sur certains mécanismes par le biais desquels l'AISI et la CEA pourraient apporter leurs concours aux bureaux de statistique en matière de connectivité et de mise en place de sites Web.

12. Clôture de la réunion (point 11 de l'ordre du jour)

128. Dans sa conclusion, le chef de la Division des services d'information pour le développement (DSID), Mme Karima Bounemra Ben Soltane, a remercié les participants pour leur contribution effective au développement futur du CASD. Elle a déclaré que la Division restait déterminée à faire en sorte que le CASD joue le rôle qui lui revient dans le développement de la statistique en Afrique. Elle a remercié le Président sortant, M. Lamine Diop, pour l'efficacité avec laquelle il a dirigé le CASD et a souhaité la bienvenue au nouveau Président du Comité, M. Mwanga-Zake. Enfin, elle a remercié tous ceux qui ont contribué au succès de la réunion.

129. Le Président a ensuite déclaré la réunion close.

Membres du CASD, 1998-2000**1. Membres représentant la région africaine****Etats membres de la CEA**

Afrique du Nord	Mauritanie
Afrique centrale	République centrafricaine
Afrique de l'Ouest	Nigeria, Burkina Faso, Côte d'Ivoire
Afrique de l'Est	Ouganda, Ethiopie, République démocratique du Congo
Afrique australe	Afrique du Sud, Angola

Centres régionaux de formation statistique participant au PFSA (2)

Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA), Abidjan, Côte d'Ivoire

Institute of Statistics and Applied Economics (ISAE), Université Makerere Kampala, Ouganda

2. Membres représentant des organismes et donateurs bilatéraux et multilatéraux africains et non africains (8)

Banque africaine de développement (BAD)

Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT)

United States Bureau of the Census International Programs Centre (IPC)

United Kingdom Department for International Development (DFID)

Office de statistique des communautés européennes (EUROSTAT)

Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE)

Division de la statistique de l'ONU

Banque mondiale

3. Membres observateurs représentant des organismes et donateurs africains et non africains (10)

Marché commun des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA)

Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Fonds monétaire international (FMI)

Organisation de l'unité africaine (OUA)

Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)

(Quatre autres à identifier)

LISTE DES PARTICIPANTS**MEMBRES DU CASD****Membres représentant la région africaine****Etats membres de la CEA**

Dr. O.O. Ajayi
Director-General
Federal Office of Statistics
36/38 Broad Street
P.M.B. 12528
Lagos, Nigeria
Tel: (234-1) 26 47 258
Fax: (234-1) 26 35 077
e-mail: fos@infoweb.abs.net

Mr. Sawadogo Hamado
Directeur Général
Institut national de la statistique
B.P. 174
Ouagadougou, Burkina Faso
Tel: (226-3) 36 50 34 (office)
(226-3) 32 42 69 (home)
Fax: (226-3) 31 07 60

Dr. J. A. Kahimbaara
Director
Central Statistical Service
Private Bag X44, Pretoria 0001
South Africa
Tel: (27-12) 31 08 635
Fax: (27-12) 31 08 339
e-mail: hermanr@css.pwv.gov.za

Mr. Meshesha Getahun
Head, National Accounts Division
Ministry of Economic Development
And Cooperation (MEDAC)
P.O.Box 1037
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 55 28 00
Fax: (251-1) 55 38 44

Dr. Abdulahi Hassen
General Manager
Central Statistical Authority
P.O.Box 1143
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 11 51 31
Fax: (251-1) 55 03 34
e-mail: csa@telecom.net.et

Mr. Dera Lassane
Chef de Service
Institut national de la statistique
B.P. 174
Ouagadougou, Burkina Faso
Tel: (226-3) 38 40 94 (office)
(226-3) 32 46 28 (home)
Fax: (226-3) 38 40 94

Mr. Solomon Melaku
Deputy General Manager
Central Statistical Authority
P.O.Box 1143
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 11 51 31
Fax: (251-1) 55 03 34

Dr. E.S.K. Muwanga-Zake
Commissioner for Statistics
Ministry of Planning
and Economic Development
Statistics Department
P. O. Box 13, Entebbe, Uganda
Tel: (256-42) 20 165 / 20 741
Fax: (256-42) 20 147
e-mail: stats@imu.com

Centres de formation régionaux participant au PFSA

Mr. George W. Kibirige
Director
Institute of Statistics and
Applied Economics (ISAE)
Makerere University
P. O. Box 7062
Kampala, Uganda
Tel: (256-41) 54 15 58 or (256-41) 53 44 30
Fax: (256-41) 53 07 56
e-mail: isae@mukla.gn.apc.org

Mr. Koffi Nguessa
Director
Ecole nationale supérieure de
statistique et
d'Economie appliquée (ENSEA)
08 BP 3
Abidjan 08, Côte d'Ivoire
Tel: (225) 44 08 42 or (225)
444115
Fax: (225) 44 39 88
e-mail: nguessan@ensea.ensea.ic

Membres représentant des organismes et donateurs bilatéraux et multilatéraux africains et non-africains

Mr. Robert Bush
Chief, Technical Assistance Staff
International Programs Center (IPC)
Population Division
U.S. Bureau of the Census
Washington D.C. 20233, U.S.A.
Tel: (301) 457-1444
Fax: (301) 457 3033
e-mail: ipcta@census.gov

Mr. Olivier Dupriez
The World Bank
1818 H Street NW
Washington D.C. 20433, U.S.A.
Tel: (202) 473-7019
Fax: (202) 473-7913
e-mail: odupriez@worldbank.org

Mr. Lamine Diop
 Directeur Général
 AFRISTAT
 B. P. E1600
 Bamako, Mali
 Tel: (223) 21 55 00 or (223) 21 55 80
 Fax: (223) 21 11 40
 e-mail: afristat@malinet.ml

Mr. Ronnie W. Hammad
 Economist
 The World Bank
 1818 H Street NW
 Washington D.C. 20433, U.S.A.
 Tel. (202) 473-5110
 Fax: (202) 614-0139
 e-mail: rhammad@worldbank.org

Mr. Osborne Jackson
 Deputy Director
 United Nations Statistics Division (UNSD)
 New York, N.Y. 10017, U.S.A
 Tel: (212) 963 4583
 Fax: (212) 963 9851
 e-mail: jacksono@un.org

Mr. Robin G. Lynch
 Statistical Adviser
 The World Bank
 1818 H Street NW
 Washington D.C. 20433, U.S.A.

Mr. Timothy Marchant
 Senior Economist/Statistician
 The World Bank
 Knowledge Information and
 Technology Centre
 Technical Department, Africa Region
 1818 H Street NW
 Washington D.C. 20433, U.S.A
 Tel: (202) 473-4721
 Fax: (202) 614 0659
 e-mail: tmarchant@worldbank.org

Mr. Richard Martini
 Statistics Adviser
 Department for International
 Development (DFID)
 94 Victoria Street
 London, SW1E 5JL, United Kingdom
 Tel: (44) 171 917 0645
 Fax: (44) 171 917 0719
 e-mail: r-martini@dfid.gtnet.gov.uk

Mr. Gilles Rambaud-Chanoz
 Head of Division
 Statistical Office of the European
 Communities (Eurostat)
 Batiment Jean Monnet, Luxembourg
 Tel: (352) 4301-33203/ 4301-33572
 Fax: (352) 4301-32769
 e-mail: gilles.rambaudchanoz@eurostat.cec.be

ASSOCIES AUX EQUIPES SPECIALES DU CASD

Mr. Robert Di Calogero
Assistant to the Director
Statistics Department
International Monetary Fund (IMF)
700 19th Street, N.W.
Washington D.C. 20431, U.S.A.
Tel: (202) 623 8011
Fax: (202) 623 6460
e-mail: rdicalogero@imf.org

M. Houssein Hassan Farah
Directeur de la statistique
Direction nationale de la statistique
B.P. 67
Djibouti
Tel: (253) 351 682
Fax: (253) 353 709

Mr. Maurice Mubila
Senior Statistician
African Development Bank (ADB)
B.P. 1387
Abidjan, Côte D'Ivoire
Tel: (225) 205 280
Fax: (225) 204 948
e-mail: m.mubila@afdb.org

Ms. Linda Demers
Representative
United Nations Population Fund
(UNFPA)
P. O. Box 5580
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 511 980
Fax: (251-1) 515 311

Mr. T. Loumabeka
Economist/Statistician
Department of Economic
Development and Cooperation
(EDCO)
Organization of African Unity
(OAU)
P. O. Box 3243
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 51 77 00 ext. 340
Fax: (251-1) 51 26 22

Ms. Mulugojjam Assaye
Assistant Representative
UNFPA, P. O. Box 5580
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 515 177
Fax: (251-1) 515 311

Mr. Francois Ngopya
Statistician
FAO Sub-Regional Office for
Southern and Eastern Africa
P. O. Box 3730
Harare, Zimbabwe
Tel: (263-4) 791 407
Fax: (263-4) 703 497
e-mail: francois.ngopya@field.fao.org

Mr. Jason O. Onsembe
Regional Adviser
UNFPA/Country Support Team
(CST), Addis ababa
P. O. Box 8714
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 511 288
Fax: (251-1) 517 133
e-mail: onsembe@unfpa.org

SECRETARIAT

Mr. Kibruyisfa Achamyeleh
Development Information Services Division
ECA
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 51 16 65 (direct)
Fax: (251-1) 51 44 16
e-mail: kyisfa@rocketmail.com

Ms. Bethlehem Abera
Development Information Services Division
ECA
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 51 16 65
Fax: (251-1) 51 44 16
e-mail: bettya@internet.idrc.ca

Mr. K. Banda
Eastern Africa – Subregional Development
Centre (SRDC)
ECA
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 51 72 00, Ext. 33330
Fax: (251-1) 51 44 16

Mr. K. Amelewonou
Development Information Services Division
ECA
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 51 72 00, Ext. 33173
Fax: (251-1) 51 44 16
e-mail: amelewonou@un.org

Mr. E.F. Ching'anda
Development Information Services Division
ECA
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (151-1) 51 72 00, Ext. 33468
Fax: (251-1) 51 44 16
e-mail: chinganda@un.org

Mr. Yimer Bezabih
Development Information Services Division
ECA
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 51 72 00, Ext. 33479
Fax: (251-1) 51 44 16
e-mail: bezabih@un.org

Ms. M. Ehui
Special Assistant to the Executive Secretary
Cabinet Office
ECA
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 51 72 00, Ext. 35386
Fax: (251-1) 51 44 16

Mr. Negussie Gorfe
Development Information Services Division
ECA
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 51 72 00, Ext. 33209
Fax: (251-1) 51 44 16
e-mail: gorfe@un.org

Mr. Melkamu Hagos
Development Information Services Division
ECA
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 51 72 00, Ext. 33452
Fax: (251-1) 51 44 16
e-mail: hagos@un.org

Ms. Gladys Mutukwa
African Centre for Women (ACW)
ECA
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 51 72 00, Ext.
Fax: (251-1) 51 44 16

Mr. Teklehaimanot Derso
Development Information Services Division
ECA
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 51 72 00, Ext. 33213
Fax: (251-1) 51 44 16
e-mail: derso@un.org

Mr. M. Faye
Development Information Services Division
ECA
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 51 72 00, Ext. 33563
Fax: (251-1) 51 44 16
e-mail: faye@un.org

Mr. A. Gulaid
Development Information Services Division
ECA
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 51 72 00, Ext. 34287
Fax: (251-1) 51 44 16
e-mail: gulaid@un.org

Mr. Dawit Isayas
Development Information Services Division
ECA
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 51 72 00, Ext. 35523
Fax: (251-1) 51 44 16
e-mail: isayas@un.org

Ms. A.P. Ngwako
Development Information Services Division
ECA
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 51 72 00, Ext. 33175
Fax: (251-1) 51 44 16
e-mail: ngwako@un.org

Mrs. J. Ouedraogo
Director
African Centre for Women (ACW)
ECA
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 51 72 00, Ext. 33301
Fax: (251-1) 51 44 16

Mr. Mesfin T. Selassie
Development Information Services Division
ECA
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 51 72 00, Ext. 33698
Fax: (251-1) 51 44 16
e-mail: selassie@un.org

Mr. D.W.M. Mzumara
Development Information Services Division
ECA
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 51 72 00, Ext. 35341
Fax: (251-1) 51 44 16
e-mail: mzumara@un.org

Mr. O. Nino-Fluck
Development Information Services Division
ECA
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 51 72 00, Ext. 34283 or
(251-1) 51 02 75 (direct)
Fax: (251-1) 51 44 16
e-mail: nino.uneca@un.org

Mr. R. Rakotobe
Development Information Services Division
ECA
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 51 72 00, Ext. 33617
Fax: (251-1) 51 44 16
e-mail: rakotobe@un.org

Mrs. V. Tankou
Development Information Services Division
ECA
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 51 72 00, Ext. 33459
Fax: (251-1) 51 44 16
e-mail: tankouv@un.org

Mr. J.K. Thisen
Economic and Social Policy Division (ESPD)
ECA
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 51 72 00, Ext. 33286
Fax: (251-1) 51 44 16
e-mail: jthisen@un.org

Ms. Mercy Wambui
Development Information Services Division
ECA
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 51 72 00, Ext.
Fax: (251-1) 51 44 16
e-mail: wambui@un.org

Mrs. Guenet Zelleke
Development Information Services Division
ECA
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 51 72 00, Ext. 35347
Fax: (251-1) 51 44 16
e-mail: zelleke@un.org

Ms. Karima Bounemra Ben Soltane
Director
Development Information Services Division
(DISD)
ECA
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 51 14 08
Fax: (251-1) 51 44 16, (251-1) 51 05 12
e-mail: bounemra.uneca@un.org

Mr. Oumar M. Sy
Development Information Services Division
ECA
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (151-1) 51 72 00, Ext. 35343
Fax: (251-1) 51 44 16
e-mail: oumar@un.org

Mrs. A. Thiongane
Regional Advisor
ECA
Development Information Services Division
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 51 72 00, Ext. 33451
Fax: (251-1) 51 44 16
e-mail: thiongane@un.org

Mr. S. Traore
Development Information Services Division
ECA
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 51 72 00, Ext. 33460
Fax: (251-1) 51 44 16
e-mail: traores.uneca@un.org

Mrs. Aster Abebe
Development Information Services Division
ECA
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 51 72 00, Ext. 35342
Fax: (251-1) 51 44 16
e-mail : abebe1.uneca@un.org

Mr. Makonnen Yimam
Development Information Services Division
ECA
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 51 72 00, Ext. 33469
Fax: (251-1) 51 44 16
e-mail: yimam.uneca@un.org

Mrs. Mulu Arega
Development Information Services Division
ECA
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 51 72 00, Ext. 35346
Fax: (251-1) 51 44 16
e-mail: arega.uneca@un.org

Ms. Roza H/Wolde
Development Information Services Division
ECA
P.O.Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Tel: (251-1) 51 72 00, Ext. 35349
Fax: (251-1) 51 44 16
e-mail: habtewold@un.org

French

Interpreters

Mr. Charles Faye
Mr. Pierre Naoussi

English

Ms. Nathalie Engmann
Mr. Emmanuel Petros